



La stabilité du Maghreb, un impératif pour l'Europe

[CLIQUEZ ICI
POUR DÉCOUVRIR NOTRE NOTE](#)

Paris, le 27 mai 2021 - L'Institut Montaigne publie aujourd'hui la note "*La stabilité du Maghreb, un impératif pour l'Europe*" dans laquelle le think tank appelle l'Europe à inclure le Maghreb dans le plan de relance européen de 750 milliards d'euros.

Hakim El Karoui, Senior Fellow du think tank et auteur de cette note, prend appui sur un travail de collecte de données financières inédit à partir duquel il dresse un constat sans appel : la situation économique de la Tunisie, du Maroc et dans une moindre mesure de l'Algérie, frappés de plein fouet par la crise du Covid-19, est alarmante. En Tunisie, le recul du PIB national est désormais estimé à 8,2 % ; au Maroc, l'accroissement rapide du ratio d'endettement et le creusement des déficits courants (de deux à trois points de PIB selon le FMI) menacent la soutenabilité des finances ; en Algérie, si la situation semble moins difficile, le déficit budgétaire devrait tout de même atteindre 13,5 % du PIB en 2021 et le prix bas des hydrocarbures rend l'avenir incertain.

Si l'un des pays du Maghreb devait être véritablement déstabilisé, l'Europe pourrait en subir les conséquences, en matière d'émigration incontrôlée notamment, avec un risque de la consolidation de l'implantation turque ou chinoise à ses portes, voire de la montée en puissance de groupes islamistes plus agressifs que ceux actuellement actifs dans les trois pays.

"L'Algérie, la Tunisie et le Maroc sont confrontés aux mêmes difficultés que l'Europe, sans avoir les moyens et la crédibilité donnés par l'euro. Pour l'Europe, et notamment l'Italie, l'Espagne et la France, aider les trois du Maghreb à franchir la crise est socialement juste, moralement nécessaire et politiquement utile. Il faut agir avant qu'il ne soit trop tard" explique Hakim El Karoui, Senior Fellow à l'Institut Montaigne et auteur de la note.

[CLIQUEZ ICI POUR DÉCOUVRIR
NOTRE ÉTAT DES LIEUX DÉTAILLÉ DE
LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET
FINANCIÈRE DES PAYS DU MAGHREB](#)

Sortie de crise : quels scénarios ?

Hakim El Karoui projette des scénarios de sortie de crise précis, évaluant les besoins de financement des trois pays maghrébins.

Ces évaluations visent à :

- absorber le surplus de déficits courants et publics consécutifs à la crise ;
- financer un plan de relance « supplémentaire », permettant de combler une partie de la perte de revenu et d'investissement.

1. **En Tunisie, les besoins de financement tunisiens seraient compris entre 3 et 5 milliards de dollars (entre 5 et 9 milliards de dollars pour les scénarios pessimistes).** Des trois pays du Maghreb, c'est la Tunisie qui connaît la situation la plus préoccupante à court terme. L'instabilité gouvernementale et les difficultés des différents gouvernements à mettre en œuvre des réformes, la forte hausse de la dette publique (qui pourrait atteindre 88,5 % du PIB en 2021 selon le FMI) et du déficit commercial, le soutien devenu indispensable des bailleurs internationaux, la chute très importante de l'investissement depuis le début de la crise sanitaire : tout démontre que la Tunisie a besoin d'un soutien massif, de long terme et sans contrepartie trop brutale pour éviter un choc social et politique qui menacerait le fragile édifice démocratique.
2. **Au Maroc, les besoins de financement se situeraient entre 3,5 et 6,5 milliards de dollars (entre 6 et 11 milliards de dollars selon les scénarios pessimistes), s'il ne dispose pas d'aide des bailleurs internationaux.** Malgré une dette élevée, le Maroc a su mobiliser des ressources internes importantes pour soutenir son économie et a su très récemment se financer *via* les marchés monétaires sans difficulté. Il doit néanmoins financer un grand plan de développement de moyen terme pour lequel une commission de haut niveau a été installée peu de temps avant le début de la crise sanitaire. Néanmoins, le Maroc bénéficiant d'une excellente relation avec les bailleurs internationaux, fondée sur la stabilité politique et la capacité institutionnelle à mettre en œuvre de grands projets d'infrastructures, il est probable que les bailleurs contribuent significativement à une accélération sensible de l'effort d'investissement du pays.
3. **L'Algérie considère qu'elle n'a pas besoin d'un soutien multilatéral** (en particulier venant du FMI). Son taux d'endettement encore raisonnable (46,3 % de son PIB en 2019) et ses ressources en hydrocarbures lui permettent de se financer sur tous les marchés sans difficulté. Par ailleurs, les autorités algériennes ont mis en place un système social qui permet à ce stade d'amortir les chocs économiques endogènes comme exogènes (25 % du PIB est consacré aux transferts sociaux). Mais les équilibres budgétaires et extérieurs algériens sont fragilisés par le recul en valeur et en volume des exportations d'hydrocarbures, ce qui semble confirmer la vulnérabilité de l'Algérie aux chocs exogènes.

L'un des soutiens apportés aux économies des pays du Maghreb pourrait consister en une allocation générale de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI afin d'accroître les réserves internationales des économies. **Une allocation générale de DTS de l'ordre de 500 milliards de dollars permettrait un apport de 420 millions de dollars pour la Tunisie, 690 millions de dollars pour le Maroc et 1 500 millions de dollars pour l'Algérie.** Ce montant pourrait être plus important si les pays européens notamment mettaient à disposition des pays du sud de la Méditerranée leurs suppléments de DTS.

Turquie, Qatar, Chine, Russie : le Maghreb suscite l'intérêt de puissances concurrentes à l'Europe

En Tunisie, **la part des importations françaises s'érode**, passant de 21 % en 2009 à 14 % en 2019, tandis que **celle de la Chine a quasiment doublé en dix ans** (de 5 % en 2009 à 9 % en 2019). Mais la Tunisie représente surtout un **enjeu important pour la Turquie et le Qatar** : une montée en puissance des entreprises turques dans le domaine des travaux publics et des infrastructures pourrait aller de pair avec le financement du grand plan d'investissement nécessaire au pays par le Qatar.

Le Maroc, passerelle entre l'Europe et l'Afrique, **intéresse de plus en plus la Chine**. La diaspora chinoise est relativement importante sur le littoral marocain, la Chine regarde de près les implantations logistiques, notamment à Tanger, et exporte beaucoup de biens manufacturés et de matériel au Maroc. Elle a aussi construit un partenariat avec le Maroc pendant la crise du Covid-19 (envois de masques, test avancé de vaccins, distribution massive de vaccins chinois, etc). La Chine est en bonne position sur le plan des importations marocaines : elle représente 10 % du total en 2019, tout de même derrière l'Espagne (15 %) et la France (12 %).

En Algérie, **outre l'Europe et la France, dont la part des importations se réduit** (de 16 % en 2009 à 12 % pour la France en 2019), **la Chine et la Russie notamment sont des partenaires importants.** En 2019, 17 % des importations algériennes provenaient de Chine (contre 12 % en 2009), qui compte une diaspora bien implantée dans le pays, avec 40 000 ressortissants. Les relations entre la Russie et l'Algérie se concentrent presque exclusivement sur le secteur de la défense, malgré une coopération récente dans le domaine de la santé avec l'utilisation en Algérie du vaccin russe.

**CLIQUEZ ICI
POUR DÉCOUVRIR NOTRE NOTE**

**Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#)
Inscrivez-vous à notre [Newsletter](#)**

Contact presse

Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse
06 99 79 43 62 ; loliveau@institutmontaigne.org

À propos de l'Institut Montaigne : *think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.*